Lettre ouverte au Conseil Supérieur de la Magistrature en réponse aux menaces adressées, par Sassou-Nguesso, au Juge Serge Tournaire

Messieurs Christophe Soulard et Rémy Heitz
Présidents du Conseil Supérieur de la Magistrature
20, rue de la Chaussée d'Antin – Paris

Messieurs les Présidents,

C'est en raison *d'attaques répétées et préoccupantes formulées à l'encontre de l'institution judiciaire en général,* et en particulier au Juge Serge Tournaire, que je me permets de vous adresser cette lettre ouverte.

La société civile congolaise, tant en République du Congo qu'en France — composée de citoyens congolais et franco-congolais — s'est vivement émue d'un article publié dans Le Canard Enchaîné intitulé : « **Le président du Congo menace un juge français** ».

Un juge d'instruction français est ainsi directement et explicitement menacé dans l'exercice de ses fonctions. Cette révélation a suscité une grande stupeur, d'autant plus marquée par l'absence totale de réaction publique, médiatique ou politique sur le plan national.

L'information rapportée, par cet hebdomadaire de référence, ne laisse aucune place au doute ni à l'interprétation. Elle soulève une question grave : comment est-il possible qu'une menace aussi explicite, émanant d'un autocrate notoirement répressif, Denis Sassou Nguesso, puisse être accueillie dans un silence aussi assourdissant ?

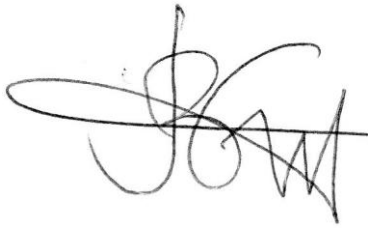
Notre devoir civique, et notre attachement à l'indépendance de la justice, nous imposent d'attirer votre **Très Haute Attention** sur les risques encourus par le magistrat visé à titre

personnel, ainsi que sur le danger d'un précédent, si une telle intimidation devait rester sans réponse.

Le général Denis Sassou Nguesso, au pouvoir depuis près de quarante ans, s'est illustré par un usage constant de la répression et par des éliminations ciblées. Il ne connaît, jusqu'à présent, aucune limite dans les moyens à mettre en œuvre pour assurer sa pérennité au pouvoir. Le silence face à ses dérives est, depuis toujours, son plus fidèle allié. Il est impératif de le rompre.

En espérant que cette alerte retiendra toute votre vigilante attention et suscitera une réaction digne de l'enjeu,

Nous vous prions de croire, Messieurs les Présidents, à l'expression de notre très haute considération et de notre profond respect.

Fait à Paris, le 27 avril 2025

Mingwa BIANGO